



**PRÉFET  
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
Pôle Carrières et Déchets  
2 quai de Verdun  
82000 Montauban

Montauban, le 25/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BOUSQUET CARRIERE ET TP**

Mas de Rival  
12200 Villefranche-De-Rouergue

Références : SV/2024-1285  
Code AIOT : 0006803144

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2024 dans l'établissement BOUSQUET CARRIERE ET TP implanté ROUCAUTE 82160 CAYLUS. L'inspection a été annoncée le 04/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée suite au changement d'exploitant déclaré en janvier 2021 et à la signature d'un arrêté préfectoral complémentaire du 05 juillet 2024 autorisant l'augmentation du périmètre exploitable à l'intérieur du périmètre ICPE.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BOUSQUET CARRIERE ET TP
- ROUCAUTE 82160 CAYLUS

- Code AIOT : 0006803144
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière et les installations autorisées se situent sur le territoire de la commune de Caylus, au lieu-dit « Roucaute », la surface totale autorisée est de 68 455 m<sup>2</sup>. La carrière de Roucaute a été autorisée initialement par Arrêté Préfectoral du 9 août 1973. Une autorisation de renouvellement et d'extension a ensuite été donnée par arrêté préfectoral du 15 septembre 1998 pour une durée de 25 ans, avec un rythme d'exploitation annuel de 100 000 t. Un Arrêté Préfectoral complémentaire du 10 août 2017 a modifié l'autorisation initiale en réduisant notamment, le rythme d'exploitation annuel à 48 000 t, à la demande de l'exploitant, et en fixant la cote minimale d'extraction à 287mNGF. Un nouvel Arrêté Préfectoral complémentaire du 17 novembre 2017 a modifié les prescriptions de surveillance des eaux souterraines. Un Arrêt Préfectoral de changement d'exploitant du 22 février 2021 a transféré l'exploitation au profit de la STV Bousquet. Enfin, un Arrêté Préfectoral complémentaire du 05 juillet 2024, a autorisé l'exploitant à augmenter la surface exploitable de 7 570 m<sup>2</sup>, la production maximale annuelle à 75 000 ktonnes et la production moyenne annuelle à 30 000 tonnes.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant doit veiller à respecter les articles 17 et 19.2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 en prenant toutes les dispositions nécessaires pour que les véhicules sortant de l'installation ne soient pas à l'origine d'envols de poussières et n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 10/08/2017, article 1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 10/08/2017, article 1.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
5	Prévention des risques de pollution	Arrêté Préfectoral du 10/08/2017, article 7.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
6	Prévention des risques de pollution	Arrêté Préfectoral du 10/08/2017, article 7.4.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
7	Prévention des risques de pollution	Arrêté Préfectoral du 10/08/2017, article 7.4.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Garanties	Arrêté Préfectoral du 10/08/2017,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	financières	article 1.5.2	
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 10/08/2017, article 1.5.2.bis	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a repris en main l'exploitation du site en s'appuyant sur son bureau d'études. Quelques écarts ont été relevés, pour lesquels l'exploitant a engagé des actions correctives. Les efforts entrepris doivent se poursuivre pour rationaliser son exploitation et mettre en place les aménagements nécessaires. L'exploitant devra également poursuivre son appropriation de la réglementation applicable à ce type d'installation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Durée de l'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/08/2017, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Maîtrise foncière
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En application des articles L. 181-28 et L. 515-1 du Code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter est accordée jusqu'au 14 septembre 2028, sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limites des droits de propriété ou des contrats de forage dont est titulaire le bénéficiaire. Cette durée inclut la remise en état complète des terrains de l'ensemble du site. L'extraction de matériaux commercialisables est arrêtée au plus tard 6 mois avant l'échéance de la présente autorisation, pour que la remise en état puisse être correctement exécutée dans les délais susvisés. Cette autorisation cesse d'avoir effet dans le cas où elle serait interrompue pendant plus de trois années consécutives, sauf cas de force majeure.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que certaines parcelles appartiennent à un tiers (parcelles n° 319 à 323 et 328 à 330 Section 0D) et qu'il est lui-même propriétaire de 2 parcelles n° 0317 et 0318 section 0D). L'exploitant présente l'acte de cession d'un fond commercial du 14 avril 2021 avec l'ancien exploitant de la carrière qui disposait des contrats de forage pour les parcelles appartenant à un tiers.</p> <p>Ce document mentionne que la cession comprend :</p> <p>" 3°) Le droit, pour le temps qui reste à courir à compter du jour de l'entrée en jouissance ci-après fixé, au droit d'exploitation de carrière consenti par le propriétaire des parcelles sus-visé".</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre pour chaque parcelle ne lui appartenant pas, l'ensemble des éléments lui conférant le droit accordé par les propriétaires des terrains d'exploiter la carrière sur l'ensemble de la durée d'autorisation dont il dispose.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 2 : Garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/08/2017, article 1.5.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Montant
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Compte tenu du phasage d'exploitation et de réaménagement, le montant des garanties financières retenu est égal au montant maximal, calculé par période quinquennale, nécessaire pour effectuer la remise en état correspondant à la dite période. Le montant des garanties financières mentionné ci-après est calculé avec l'indice TP01 (base 100) du mois de février 2024 (valeur 129,9) (parution au JO le 17/04/2024) et avec une TVA de 20 %. Ce montant est fixé à :</p> <p>Phase et période Montant TTC Phase unique 184 428,00 €</p> <p>En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme revalorisée correspondante fixée ci-dessus. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente l'acte de cautionnement solidaire établi en date du 13 août 2024, d'un montant de 184 428€ TTC couvrant la période à compter du 10 août 2024 pour une durée de 5 ans.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/08/2017, article 1.5.2.bis
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Attestation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant transmet l'attestation de constitution des garanties financières dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise avoir transmis à la préfecture dans la semaine suivant la réception une copie à la préfecture et à l'inspection (courriel du 13 août 2024).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Aménagements préliminaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/08/2017, article 1.6.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Bornage
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de maintenir le bornage existant et de le compléter, dans le délai de trois mois après la notification du présent arrêté, en bornant la zone d'extension de 61 a 52 ca. Des bornes de nivellement sont mises en place afin de permettre d'établir des relevés typographiques des cotes mini et maxi et des différentes zones remises en état. Ces bornes doivent demeurer en place, visibles et en bon état jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
<b>Constats :</b>  L'exploitant précise que le bornage d'extension de la partie exploitable situé dans le périmètre ICPE, n'a pas été encore fait. Il présente un courrier d'un géomètre expert (cabinet AQR) du 6 novembre 2024 précisant que le relevé est prévu en date du 21 novembre 2024. L'inspection rappelle que ce relevé aurait dû être fait avant le 5 octobre 2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant de transmettre : <ul style="list-style-type: none"><li>• le relevé de conclusion du géomètre expert et le nouveau plan de bornage faisant apparaître les limites ICPE du site, ainsi que les limites du nouveau périmètre exploitable (dont extension), que l'exploitant matérialisera in-situ,</li><li>• les coordonnées géographiques des bornes OGE,</li><li>• un justificatif d'installation d'une borne de nivellement.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 5 : Prévention des risques de pollution

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/08/2017, article 7.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est réalisé à l'abri des eaux météoriques et associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : [...] Un stockage enterré de fuel munie d'une double enveloppe de rétention, de 12 000 litres, est présent sur la carrière. Cette cuve est équipée d'un volucompteur automatique. Un contrôle visuel est réalisé mensuellement pour vérifier l'étanchéité de la cuve, ce contrôle est consigné dans un registre et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

<p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence</p> <p>Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise avoir fait un contrôle visuel 20 août 2024 du réservoir enterré et avoir consigné dans un registre relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail cette opération.</p> <p>L'inspection précise que le contrôle visuel doit être réalisé mensuellement, et le suivi peut être réalisé et consigné dans un registre informatique.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'améliorer son suivi et de réaliser un contrôle visuel mensuel tel que demandé par le dit article de l'arrêté préfectoral.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 6 : Prévention des risques de pollution

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/08/2017, article 7.4.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Transports – chargements – déchargements</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Le ravitaillement engins de chantier est réalisé sur une aire étanche mobile permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Cette aire est constituée d'une géomembrane (imperméable aux hydrocarbures mais perméable à l'eau) et d'un lit de sables de 50 cm, ce sable est remplacé à une fréquence défini par l'exploitant. Le stationnement des engins de chantiers (en dehors des périodes de travail) est effectué sur cette aire étanche mobile. Cette dernière est mise en place dans le délai de trois mois après la notification du présent arrêté. Le lavage est réalisé sur une aire étanche reliée à un bac décanteur-séparateur d'hydrocarbures.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise qu'il existe une ancienne aire de ravitaillement avec un lit de sable et graviers, mais ne sait pas si celle-ci est encore opérationnelle et efficace.</p> <p>L'exploitant indique qu'il souhaite réaliser un atelier équipé d'une aire de lavage munie d'un</p>

décanteur- séparateur d'hydrocarbures. Le site ne dispose pas d'aire de lavage.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant de justifier de la présence fonctionnelle de cette aire de ravitaillement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 7 : Prévention des risques de pollution

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/08/2017, article 7.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Élimination des substances ou préparations dangereuses
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. Les terrains souillés doivent être traités comme des déchets. L'exploitant procède : sous un délai d'un mois à l'évacuation du stockage aérien de 3 000 litres mis à l'arrêt, sous un délai de deux mois à la réalisation d'un diagnostic de pollution du sol au droit du stockage aérien par un bureau d'étude spécialisé sites et sols pollués, et transmet à l'inspection des installations classées ce diagnostic accompagné le cas échéant d'un plan de gestion de la pollution. sous un délai de quatre mois aux travaux de dépollution de la zone impactée et les terres sont évacuées et traitées dans les filières dûment autorisées.  Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant de l'arrêté préfectoral complémentaire.
<b>Constats :</b>  L'exploitant précise que la cuve de 3000 litres a été évacuée en date du 8 novembre 2024 par la SARL BOUDOU Récupération (code AIOT 0006803573). L'exploitant présente un courriel précisant avoir mandaté la société EOVAL pour la réalisation d'un diagnostic de pollution au droit de cette cuve. Or l'inspection rappelle à l'exploitant que ce diagnostic doit être réalisé par un bureau d'étude spécialisé Sites et Sols pollués (SSP).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit mandater un bureau d'étude spécialisé sites et sols pollués pour la réalisation du diagnostic de pollution dans les meilleurs délais. Il transmettra à l'inspection le bon pour accord



et la date prévisionnel d'intervention.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois